

EDITION
SPECIALE

Événements du Mali : Début d'un
printemps sous-régional ?

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 20 AOUT 2020

670

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Démission
de IBK

La duplicité
jusqu'au bout



Mali : L'échec de la CEDEAO



L'après IBK : Pour la refondation de l'Etat



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE !**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	Démission de IBK : la duplicité jusqu'au bout	P.4
Brèves	Aliou Diallo : « Au Mali, l'heure du pragmatisme démocratique » Déclaration de l'URD sur la situation sociopolitique du Mali L'Imam Dicko après l'arrestation d'IBK : « Je n'ai jamais parlé de son départ... » Crise Malienne : Fermeture des Banques Démocratie occidentale contre Démocratie tropicale ?	P.9 P.10 P.10 P.10 P.11
Actualité	Panique à Bamako et Kati : Le régime d'IBK mis aux arrêts par des mutins Coup d'Etat au Mali : La CNDH appelle au respect strict des droits à la vie, à l'intégrité physique En crise : le Mali malade d'un climat d'insécurité et de désinformation a un besoin urgent de Renouveau	P.17 P.18 P.19
Politique	Mali : L'échec de la CEDEAO Événements du Mali : Début d'un printemps sous-régional ? L'après IBK : Pour la refondation de l'Etat	P.20 P.22 P.24
Culture & société	Société : Bamako la ville des souris	P.26
International	Recrudescence de l'insécurité en rase campagne : Quand la folie meurtrière des coupeurs de route s'abat sur les usagers ! Produits chimiques dangereux au Sénégal : Ce que Macky attend de ses ministres	P.27 P.30
Sport	FEMAFoot : Près de 300 millions pour le foot féminin GUINEE : Perte des passeports des joueurs du Horoya AC EUROPA LEAGUE : Séville en finale de l'Europa League pour la sixième fois	P.31 P.31 P.32



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



Démission de IBK : la duplicité jusqu'au bout

Dans sa déclaration de démission, l'ancien président de la République, Ibrahim Boubacar Keita a joué jusqu'au bout la carte de la duplicité dont il a une maîtrise quasi-parfaite. En essayant de surfer sur la corde sensible des maliens, il a voulu, avec des accents quasi gaulliens, se hisser au niveau du président Modibo Keita à qui l'on prête des propos forts et patriotiques lors de son arrestation le 19 novembre 1968.

En prononçant son discours sans le traditionnel hymne national qui précédait ses adresses à la Nation et sans le drapeau tricolore dignes de son rang, IBK a dû sentir que quelque chose avait fondamentalement changé pour lui. Quant à savoir s'il y a eu un changement en

lui, personne ne saurait le dire. Mais il a sans doute pensé à son mentor et prédécesseur Alpha Oumar Konaré qui avait prédit son incapacité à diriger le Mali. Entrée en grande pompe sur la scène publique malienne en qualité de conseiller diplomatique, ambassadeur, ministre des Affaires étrangères, Premier ministre, Président de l'Assemblée nationale et enfin président de la République, celui qui fût « éléphant terminait souris ». Une malédiction dans l'entendement populaire malien.

En revisitant l'ultime « discours à la Nation » du président déchu, l'on s'étonne d'entendre le fossoyeur de l'armée malienne dire que « Pendant sept ans, j'ai eu le bonheur et la joie d'essayer de redresser ce pays du mieux de

mes efforts, car dès l'abord, dès ma première mission de chef de gouvernement de ce pays, je suis convaincu de l'effort fabuleux qu'il fallait mettre en œuvre pour donner corps et vie à l'armée Malienne. D'où cette idée de loi de programmation et d'orientation militaire ».

En effet, c'est sous le duo Alpha – IBK qu'a commencé l'affaiblissement programmé de l'armée malienne par crainte de voir une armée forte intervenir dans les affaires publiques. En termes clairs, ils ont pensé conjurer un éventuel coup d'Etat avec une armée sans formation, sans équipement et sans moral. Le Mali n'achetait plus ni fusil, ni cartouche et a sciemment envoyé à la casse les avions de chasse qui faisaient la fierté de notre armée nationale. Et pour ne rien laisser au hasard, les recrutements se faisaient désormais sur des bases partisans ou familiales. Voilà comment de crainte et respectée, l'armée malienne est devenue une troupe en haillons sans aucune motivation patriotique.

C'est à cette armée qu'il a sciemment tuée que IBK dit qu'il voulait « donner corps et vie ». Pour y arriver, il n'a rien trouvé de mieux que de voter 1.500 milliards de nos francs qu'il s'est mis à détourner au vu et au su de tous avec la complicité d'hommes de paille nommés ministres de la défense au grand dam des maliens. Son fils Karim Keita avait été pro-

pulsé tout-puissant président de la prestigieuse commission de la défense et de la sécurité de l'Assemblée nationale pour avoir un œil et un accès. De nombreux audits et rapports, notamment celui du Bureau du Vérificateur général ont attesté de ces détournements sans que nul ne soit jamais inquiété.

IBK, faux philosophe mais aussi faux démocrate ajoute « Si aujourd'hui, après des semaines de turbulences, de manifestations diverses, ponctuées hélas par des victimes, devant lesquelles je m'incline, que je n'ai jamais souhaitées, chacun dans ce pays le sait. En tout cas j'avais toujours mis en garde. Vu que, quand on mène dans la rue, on ne sait jamais ce qui peut en résulter de bien ou de pire. Hélas le pire en a résulté ».

Voici donc l'ancien président insinuer que quiconque manifeste peut-être tué. C'est donc parce que ses mises en garde contre les rassemblements n'ont pas été respectés que lui et son Premier ministre ont donné l'ordre de tuer des manifestants aux mains nues et d'attaquer des lieux de culte avec des blindés ? Non, M. Keita : même le cynisme a des limites qu'il ne faut pas outre-passer. Oublie-t-il qu'il s'agit de 23 morts et plus d'une centaine de



blessés par balles ? Plusieurs semaines après, aucune enquête n'avait été ouverte et aucun juge saisi pour faire la lumière sur ces tueries. Fallait-il laisser le massacre se poursuivre dès lors que l'opposition, à travers le M5-RFP avait décidé de lancer des manifestations sur toute l'étendue du territoire national ?

Assurément non ! Et voici IBK regretter que « aujourd'hui il a plu à certains éléments de nos forces armées de conclure que cela devait se terminer par leur intervention, ai-je réellement le choix ? M'y soumettre, car je ne souhaite qu'aucun sang ne soit versé pour mon main-

tien aux affaires ». Modibo Keita, premier président du Mali avait eu les mêmes mots dans les mêmes circonstances. Mais les répéter dans un discours écrit, lu et relu alors même qu'il n'avait plus aucune possibilité d'ordonner que le sang soit à nouveau versé, ne met pas Ibrahim à la hauteur de Modibo.

Non IBK n'a pas eu le choix car des patriotes en uniforme ont parachevé l'action enclenchée et entretenue plusieurs semaines durant par le M5-RFP. Ils lui ont retiré ce qu'il considérait comme un permis de tuer. Car nul n'ignore, qu'avec son complice Kassoum Tapo, éphémère ministre de la justice et cumulard de titres dans la brièveté dans les fonctions ministérielles, IBK préparait un véritable bain de sang. Il fallait l'en empêcher. Il en a été empêché.

Le voici donc faire ses adieux aux maliens. Masqué et marmonnant plus que d'habitude. Inspirant la pitié aux seules âmes sensibles. « C'est pourquoi je voudrais en ce moment précis tout en remerciant le peuple Malien pour son accompagnement le long de ces longues années, la chaleur de son affection, vous dire ma décision de quitter mes fonctions, toutes mes fonctions à partir de ce moment, et avec toutes les conséquences de droit, la dissolution de l'Assemblée nationale et celle du gouvernement ».

Mais en vérité il croyait réussir une ultime duplicité en ne prononçant pas le mot « DEMISSION ». La aussi il a perdu sa dernière bataille car démissionner c'est quitter une fonction. Et lui a dit sa « décision de quitter mes fonctions, toutes mes fonctions à partir de ce moment ». Bon débarras ont dit beaucoup de maliens dans les chaumières.

■ Karamoko B. KETA



RP Médias

Mali : y'a t-il convergence entre le CNSP & le M5-RFP? Portrait des mutins

Le 18 Aout 2020, le président IBK a présenté sa démission à la nation ma-lienne. De fait le groupe de porteurs d'uniforme qui a occasionné cet événement est devenu le chef du Mali. Qui ces hommes en uniformes? Nous fai-sons leurs portraits. La mission de ces hommes a été possible grâce au travail de sape du M5-RFP pendant plus de deux mois. Quelles sont les points de convergence entre le M5-RFP et le CNSP? Quels sont les points de diver-gence?



Amadou Tall

IBK SORTI PAR LA PETITE PORTE:
ET POURTANT, KEREKOU LUI AVAIT MONTRÉ LA VOIE
DE SORTIE -

Dictateur marxisteleniniste, le général KEREKOU a compris que les temps avaient changé après la chute du mur de Berlin et le vent d'est qui a soufflé sur les pays socialiste d'Europe de l'est. Il avait écouté son peuple, accepté la Conférence nationale et ses conclu-sions.

Les béninois ne voulaient plus de lui et il savait que c'était la fin. Pour résu-mer très sommairement, il avait supplié son peuple : enlevez moi tous mes pouvoir mais de grâce, laissez moi mon titre de président. Ce fût accepté. Et petit à petit, KEREKOU re entra dans le jeu politique. Jusqu'à redevenir président élu démocratique-ment.

C'est ce que le #M5RFP avait proposé à IBK en quelques sortes. Il l'a refusé et voilà le résultat depuis hier.



Sekou Samassa

Le Mali traverse actuellement une crise existen-tielle avec des problèmes à tous les niveaux et nous



sommes sans repère et sans solution. Je propose l'organisation d'une nouvelle conférence nationale suivie d'une transition pour clarifier les choses notamment le statut des régions du nord, la lutte contre la corruption et la délinquance financière , l'indépendance de la ma-gistrature, l'éducation ,la lutte contre le terrorisme , la place et le rôle des religieux dans la vie politique et enfin comment endiguer le chômage des jeunes au delà des promesses électorales. Vive le Mali.

Etienne Fakaba Sissoko

Bienvenue au Ministère de l'Economie et des Fi-nances du Mali ce jour 19 Août 2020.

Locaux de la Direction Générale du Budget et la Direc-tion Nationale du Contrôle Financier.

On va me dire qu'après tout, il fallait qu'IBK parte. Pauvre de nous



CMAS de l'imam Mahmoud DICKO

Les "finisseurs" chez l'imam Dicko !

La libération nationale!

Restons toujours debout !

La 2e étape : la plus difficile !

Restons debout !





Kaou Abdramane Diallo

#Amir

S'il m'était permis de beatifier quelqu'un de son vivant, je t'aurais sans doute élevé à ce rang, mais te connaissant, tu aurais sans doute refusé Amir!

Que de quolibets n'avons nous pas récolté en te soutenant depuis le tout début en 2009 lors de l'adoption du code la famille décrié que tu avais dénoncé et dont finalement tu avais obtenu la révision avec ta légitimité de Président de HCIM; Que des procès d'intention fallacieux, des insinuations insidieuses, des attaques personnelles injustifiées sur ta personne et auxquelles tu n'as jamais réagi ni fait répondre par personnes interposées...et mieux tu as toujours accordé la bonne foi à tes détracteurs et les a toujours pardonné.

Quelle élégance, quelle patience, quelle belle leçon de leadership et de foi!

Aujourd'hui, même ceux dont, dans nos rêves les plus fous, nous n'aurions jamais soupçonné un jour, qu'ils puissent dire du bien de toi et qui avaient mis un cordon sanitaire autour de ta personne, nous font de la concurrence en étant tes plus zélés thuriféraires (j'en ris encore)

Quelle hironie de l'histoire que ceux qui t'ont toujours soupçonné voire calomnié en te collant toutes sortes d'intentions et de sobriquets, t'exhibent fièrement et en te désignant comme "autorité morale" du mouvement M5-RFP

Mais, suis-je étonné? Que nenni!

Fuyant la gloire, toujours préjugant chez l'autre la bonne foi et de nobles intentions même si le contraire saute aux yeux; et qui se sont révélés même être tes plus farouches pourfendeurs, tu as toujours su resté égal à toi-même.

Patriote, sincère, convaincu par la justesse de ton combat avec une foi inébranlable que ce pays n'était pas n'importe lequel et qu'il nous fallait nous battre pour le réhabiliter, lui qui a toujours scintillé au firmament de l'HISTOIRE et dont la grandeur d'antan ont toujours été vantées et louées par d'autres nations.

Nous ne sommes pas un peuple SOUMIS, aime-tu dire fréquemment et qui est presque devenu notre slogan de ralliement.



Fruit tout aussi bien d'un melting pot ethnique que linguistique, tu es comestible par tous et lié d'une manière ou d'une autre à toutes les diversités de ce pays que tu chéris tant!

Quel sacrilège que de t'avoir prêté la funeste intention de le détruire ou de le soumettre à une idéologie autre que l'amour du pays et le patriotisme!

Tu n'a jamais cessé de prêcher tout au long de ton engagement pour ce pays, la justice, l'équité, la bonne gouvernance qui profite à toutes les filles/fils de ce pays

Tel un bouclier, tu t'es toujours ligué contre l'introduction de certaines valeurs déviantes dans notre pays.

Fidèle en amitié, que n'as-tu pas fait pour sauver l'ex Président IBK et éviter à notre pays d'en arriver là!

Le même qui poussera l'infamie jusqu'à laisser nos propres forces de l'ordre tirer à balles réelles en face de ta mosquée pendant que tu y étais entraînant la mort de près d'une dizaine d'adolescents venus se constituer en bouclier humain pour te protéger toi!

Le 19 Juin 2020 sur une place de l'indépendance bondée et qui n'attendait que ton feu vert pour monter à l'assaut de Koulouba, tu as su avoir l'autorité morale nécessaire de dire NON, Pas de cette façon-là, devant un parterre de politiques qui y étaient pourtant acquis!

Ce jour-là tu es défensivement rentré dans l'histoire et les quelques méfiances qui existaient dans les coeurs des plus sceptiques ont fondu comme neige, te donnant encore plus d'aura et de hauteur!

Tes premières mises en garde lors du rassemblement du 5 Juin 2020 ainsi que celles prononcées récemment à ta dernière conférence de presse résonnent encore dans nos oreilles telles une prémonition et confirment la fin de la tragédie qui vient de se conclure à Kati par cette démission "forcée" de IBK.

Tu as avais "prophétisé" que cela serait conté dans les annales de notre HISTOIRE et nul n'osera dire le contraire désormais puisque "Abe lakale tarikou la"

Au syndicat des chefs d'états de la CEDEAO venu sauver un des leurs, tu as martelé cette formule qui restera désormais dans la postérité " Je préfère mourir en martyr que de finir en traître pour mon peuple"

Sous ton leadership vertueux et décisif, notre pays vient de reprendre le contrôle de son destin qu'il avait perdu depuis belle lurette!

Je vais m'en arrêter là, il y'a tellement à dire sur toi!

Une question m'a toujours été et m'est posée fréquemment dans mon cheminement personnel et qui est la suivante: Qui est ton idole ou quel est le personnage contemporain qui t'a le plus marqué?

J'ai toujours eu du mal à la répondre car il m'est difficile d'en choisir UN avec tout ce que cette personne représente ou a représenté au cours des différentes étapes de sa vie et au final je n'en ai jamais désigné ni choisi

Aujourd'hui avec certitude et lucidité, j'ai enfin la réponse à cette question.

pourquoi aller chercher chez les autres ce qui est chez moi tout près et que j'ai eu l'occasion de pratiquer pour me rendre compte de son destin particulier.

Tu es le personnage contemporain qui m'a le plus inspiré et marqué

(te connaissant, je n'utilise pas le mot "Idôle" que tu n'apprécierais pas)
Vous l'avez deviné , il s'agit bien de MAHMOUD DICKO, IMAM au Mali!
Ainsi ai-je parlé!
Kaou Abdramane DIALLO
Malien

RFI Afrique

Au Burkina Faso, les candidats déclarés pour la présidentielle viennent de signer un accord ce mardi 18 août à Ouagadougou pour faire un front commun contre le président Roch Marc Christian Kaboré.



Le président malien a été renversé mardi soir par un coup d'État porté par une partie de l'armée. Les militaires ont affirmé vouloir mettre en place une « transition politique civile » devant conduire à des élections générales dans un « délai raisonnable ». Ibrahim Boubacar Keïta, après avoir été contesté dans la rue durant des semaines, est devenu le symbole de l'impuissance de l'État dans un pays déchiré par les attaques jihadistes et les violences communautaires. La Cédéao appelle les parties à « privilégier le dialogue pour résoudre la

crise ». L'analyse de Gilles Yabi, analyste politique et fondateur du think tank Wathi, basé à Dakar.



Francis Laloupo @FrancisLalo... · 12 m
#Mali #Démission d'IBK L'armée malienne applique le «protocole zimbabwéen» de destitution. «Ceci n'est pas un coup d'Etat, mais l'acte de démission du chef de l'Etat». Les instances ayant prématurément condamné un «putsch» et menacé de sanctions devront revoir leur copie.

PLANET

A base d'eau Supermont et de sucre Naturel

Aliou Diallo : « Au Mali, l'heure du pragmatisme démocratique »

Après l'indignation légitime au lendemain de ce qu'il faut appeler par son nom, un coup d'état militaire, les amis du Mali ne doivent pas se perdre en condamnations stériles mais tourner leurs regards vers l'avenir pour proposer une alternance véritable et commencer enfin la reconstruction d'un pays qui a trop souffert depuis 2012.

Le régime du président Ibrahim Boubacar Keïta est tombé. Comme un fruit pourri. Les officiers qui sont venus l'arrêter à son domicile ne sont que l'expression d'un ras-le-bol généralisé et d'un blocage qui n'avait sans doute plus d'autre issue possible. Le départ d'IBK était devenu inéluctable. En son temps, à de multiples reprises, j'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour que la contestation demeure dans le cadre constitutionnel et institutionnel.

Aujourd'hui, on ne peut que regretter et condamner l'intrusion des forces armées dans le jeu démocratique malien, mais on ne peut pas non plus ignorer que le peuple les soutient très massivement. L'intervention des militaires vient mettre un terme à une crise inextricable qui paralysait le pays depuis plus de deux mois et qui a coûté la vie à 23 de nos concitoyens tués par le régime d'IBK.

Le président Keïta sort par la petite porte. Il aurait pu se choisir un autre destin. Pour tous les Maliens, sa présidence a pris fin au terme des journées sanglantes de juillet. Lui, si fin stratège, n'a pas pris la mesure de l'indignation au sein d'un peuple qui a fini de lui tourner le dos devant les images des cadavres de nos frères.

Comme l'adage populaire le dit, souvent le poisson pourrit par la tête. C'est tout un système de corruption et de népotisme que les maliens ont massivement rejeté. Un système qu'incarnaient depuis 2013 IBK et son entourage, mais qui, il faut être honnête, concerne en réalité l'immense majorité des élites politiques, qui se sont servies de notre pays depuis trente ans plutôt que de le servir. C'est contre eux qu'est orientée la colère du peuple.

Présidents, ministres, décideurs de tous poils n'ont jamais cherché à répondre aux angoisses et défis vitaux auxquels sont confrontés chaque jour les Maliens. L'absence de perspectives pour la jeunesse, le poison du chômage de masse, l'échec de l'état à garantir à tous des services publics de base, qu'il s'agisse d'éducation, de santé ou d'infrastructures (routes, électricité, eau potable). Les leaders maliens ont trahi leur peuple !

IBK n'est qu'un énième symptôme de ce mal malien, où la crise sécuritaire puise ses racines et dont elle se nourrit, mais sa gestion clanique



du pouvoir, ses tentatives pour miner les acquis démocratiques, et surtout sa gestion calamiteuse du mouvement de contestation qui secoue depuis deux mois le pays font que son départ était sans doute inéluctable.

Bien sûr que le renversement d'un président démocratiquement élu (même si comme de nombreux Maliens j'ai dénoncé de graves irrégularités lors du dernier scrutin présidentiel) est choquant. Bien sûr qu'il s'agit là d'images que nous ne souhaiterions jamais plus voir. C'est condamnable et doit être condamné. Mais l'heure nous impose d'être pragmatique. Le peuple malien a trop souffert !

Depuis qu'il a fait tirer sur son peuple, IBK ne pouvait plus diriger le Mali. Contrairement à ce qu'on peut entendre ces dernières heures dans les médias occidentaux, le risque d'une prise de pouvoir militaire est quasi-inexistant dans le contexte malien. Le coup de force de mardi peut au contraire être le vecteur d'un nouveau départ pour la démocratie malienne, débarrassée de ses embarrassants dinosaures et de leurs réflexes prédateurs.

Les alliés du Mali, nos amis, en Afrique de l'Ouest et dans le monde, ne doivent pas nous tourner le dos face à cette nouvelle épreuve, mais au contraire nous épauler plus que jamais pour vaincre l'hydre terroriste et ramener la stabilité dans notre pays. Mais comme je m'évertue à le dire depuis des années, le retour à la paix n'est pas possible sans espérance et sans renouveau économique et social. Il faut de l'emploi et des perspectives pour tous si on veut remporter la partie contre les terroristes et construire un état pérenne.

Je lance donc un appel à la communauté internationale, dont la présence et l'assistance ont permis de sauver l'essentiel depuis près de huit ans, de persévérer et même d'accélérer dans leurs efforts pour accompagner le Mali dans son cheminement souverain pour restaurer l'état de droit, la stabilité et la sécurité dans l'intégralité de son territoire national.

Les chancelleries du monde entier doivent certes dénoncer le coup de force des soldats de Kati, mais elles doivent surtout tourner leurs regards vers l'avenir. L'avenir du Mali doit appartenir à sa jeunesse qui est aujourd'hui absente des organes de décision. L'alternance indispensable au Mali doit être totale. Au-delà des premiers cercles d'IBK, elle doit concerner tous ceux qui monopolisent et incarnent le pouvoir depuis les années 1990, dont certains sans interruption. Toute autre solution est vouée à l'échec.

Qu'Allah bénisse le Mali et son Peuple.

Aliou DIALLO

Président d'honneur du parti ADP-Maliba

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Déclaration de l'URD sur la situation sociopolitique du Mali



L'URD a suivi avec regret la mutinerie du 18 août 2020 qui n'est que la conséquence de la gestion chaotique du pays par le Président Ibrahim Boubacar Keïta et son régime, mutinerie qui a conduit à sa démission de toutes ses fonctions, de celle de son gouvernement ainsi que de la dissolution de l'Assemblée Nationale.

L'URD prend acte de ladite démission et de toutes ses conséquences politiques et institutionnelles.

Meurtre l'URD n'a cessé de déplorer les nombreuses victimes civiles et militaires qui tombent quotidiennement dans les régions du centre et du nord de notre pays.

Le parti est conscient que la crise multidimensionnelle que traverse notre pays a mis en péril l'unité nationale et l'intégrité territoriale, fragilisé nos institutions, et plongé les populations dans l'insécurité et la précarité.

L'URD a toujours rappelé sa vive consternation face à l'instauration d'un régime autocratique, arbitraire, répressif, attentatoire aux droits de l'Homme et aux libertés publiques : enlèvements, arrestations et détentions extrajudiciaires, tortures et traitements cruels et dégradants, chantages avilissants et menaces immorales.

Le parti déplore que Monsieur Ibrahim Boubacar Keïta n'ait pas prêté une oreille attentive aux revendications légitimes du Peuple malien.

L'URD rappelle que ses militants et sympathisants doivent, en tout lieu et à tout moment, rester mobilisés pour la libération de son Président, l'honorable Soumaïla Cissé.

L'URD à ce titre invite les membres du Comité National du salut du Peuple à faire du dossier de la libération de l'honorable Soumaïla Cissé une priorité.

L'URD rappelle au CNSP que les attentes du peuple malien sont au cœur de notre engagement politique.

L'URD exprime sa disponibilité à œuvrer pour la mise en place d'institutions fortes susceptibles de mettre notre pays sur le chemin du développement et du progrès.

Bamako, le 19 août 2020

Le 1er Vice-président

Le Professeur Salikou Sanogo

Commandeur de l'Ordre National

L'Imam Dicko après l'arrestation d'IBK : « Je n'ai jamais parlé de son départ... »



Suite à l'arrestation d'Ibrahim Boubacar Keita et l'annonce de sa démission à son poste de président de la République, l'imam Mahmoud Dicko, s'est prononcé sur les ondes de la Radio France Internationale (Rfi) ce mardi 18 août. L'ancien président du Haut conseil islamique du Mali, dit ne pas avoir demandé le départ du chef d'État.

« Je n'ai jamais parlé de son départ ou de son maintien mais d'autres personnes, d'autres voix se sont levées pour demander son départ », s'est défendu Mahmoud Dicko. Pour ce leader religieux, le maintien d'IBK ou son départ ne change rien : « Le problème du Mali est un problème de gouvernance qui doit avoir une réponse meilleure que ce que nous sommes en train de vivre aujourd'hui ».

Pour le cas du premier ministre, Boubou Cissé, l'imam Dicko reconnaît avoir demandé son départ. Selon lui, ce premier « n'a aucune légitimité qui lui permet de gérer cette crise de la bonne manière et de trouver des réponses adéquates. »

Saïdou Diallo

Crise Malienne : Fermeture des Banques



La BECEAO tient à informer l'opinion qu'elle n'a nullement le pouvoir de décision de la fermeture des agences bancaires autres que les Guichets de la BECEAO. Ce pouvoir discrétionnaire revient à l'APBEF (l'association professionnelle des banques et établissements financiers). Pour raison de sécurité, le Gouverneur de la BECEAO a décidé de la fermeture de ses agences, et c'est l'APBEF-MALI qui a décidé de la fermeture des Agences bancaires compte tenu de la situation sécuritaire. Elle tient néanmoins à rassurer les populations que les agences réouvriront lorsque toutes les conditions sécuritaires seront réunies.

COMMUNIQUE



Le Parti YELEMA, "le Changement" a suivi avec une grande préoccupation les événements survenus dans notre pays ce Mardi 18 Août 2020.

De manière constante, le Parti YELEMA, « le Changement" a toujours indiqué son opposition à tout changement non constitutionnel de régime. Conformément à cela, il condamne le coup d'Etat perpétré par une partie de la hiérarchie militaire.

Le Parti YELEMA, "le Changement" prend acte de la démission du Président Ibrahim Boubacar KEITA, précédée par la dissolution de l'Assemblée Nationale. Il estime que ces faits ouvrent une perspective de sortie de crise institutionnelle pour le Mali.

Le Parti YELEMA, "le Changement" demande aux autorités du Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP) de mettre en œuvre dans les meilleurs délais les orientations contenues dans leur discours, afin de mettre en place rapidement un cadre institutionnel pour une transition politique au Mali. Ce cadre devra être inclusif et représentatif des Maliens dans leurs diversités politiques et socio-économiques. Ce qui assurera à la transition des chances de succès vers la refondation du pays réclamée par tous nos compatriotes.

Le Parti YELEMA, "le Changement" souhaite que le partenariat avec la communauté internationale puisse se poursuivre dans les meilleures conditions. A ce titre, la prochaine visite de la délégation de la CEDEAO doit être mise à profit pour définir les contours de celui-ci avec comme objectif principal de mieux accompagner notre pays vers le traitement

Démocratie occidentale contre Démocratie tropicale ?



Sur la situation sociopolitique en Bélarus, le Conseil européen déclare que « le Peuple du Bélarus a le droit de décider de son avenir (...) ». La violence contre les manifestants est inacceptable ».

La CEDEAO, elle, procède à la suspension du Mali de ses instances et demande la mise en œuvre immédiate d'un ensemble de sanctions contre le Peuple malien, qui a enclenché une lutte héroïque pour un Mali démocratique, républicain et prospère.

Que comprendre de notre organisation régionale, la CEDEAO, complètement en déphasage par rapport aux Peuples de la Communauté et par rapport à ses propres textes sur la démocratie et la bonne gouvernance? Des situations semblables s'apprécieraient-elles différemment selon que l'on soit en Occident ou sous les Tropiques ?

Ibrahim Ikassa Maiga

profond et souverain des maux qui l'assaillent.

Le Parti YELEMA, "le Changement" reste persuadé que la phase délicate de notre histoire que nous traversons, 60 ans après l'indépendance, peut servir de levain au renouveau auquel aspirent les Maliens.

Bamako, le 19 Août 2020

Le Président

Moussa MARA

Commandeur de l'Ordre National





**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DÉCLARATION DE M. JEAN-YVES LE DRIAN
MINISTRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

MALI

19 AOÛT 2020

La France a pris acte de l'annonce de la démission du président Ibrahim Boubacar Keïta. Elle appelle à sa libération immédiate ainsi que des membres du gouvernement actuellement retenus.

La France se tient, comme elle l'a toujours fait, aux côtés du peuple malien. Elle s'est engagée, à la demande de ce pays, en poursuivant deux priorités : l'intérêt du peuple malien et la lutte contre le terrorisme.

Elle réaffirme son attachement à la souveraineté, au respect des institutions, à la vie démocratique et à la stabilité du Mali. Elle encourage toutes les forces politiques et sociales au dialogue pour trouver une solution à la crise profonde que traverse le pays et appelle au rétablissement sans délai d'un pouvoir civil.

Les autorités françaises sont en contact avec les dirigeants de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Union Africaine et du G5 Sahel pour soutenir leurs efforts.



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère des Affaires Etrangères

وزارة الشؤون الخارجية

Direction Générale de la Communication,
de l'Information et de la Documentation

المديرية العامة للاتصال والإعلام والتوثيق

N°12/ 77 /MAE/DGCID/2020

Alger, le 19 aout 2020

Communiqué du Ministère des Affaires étrangères

L'Algérie suit avec une très grande préoccupation la situation prévalant au Mali, pays frère et voisin.

L'Algérie réitère son ferme rejet de tout changement anticonstitutionnel de Gouvernement, conformément aux instruments pertinents de l'Union africaine, en particulier la Déclaration d'Alger de 1999 et la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance de 2007.

La doctrine de l'Union africaine en matière de respect de l'ordre constitutionnel ne peut faire l'objet d'aucune violation.

L'Algérie appelle toutes les parties au respect de l'ordre constitutionnel et au retour à la raison pour une sortie de crise rapide. Elle rappelle, à cet égard, que seules les urnes constituent la voie pour l'accession au pouvoir et à la légitimité.

ASSEMBLEE NATIONALE

SECRETARIAT GENERAL



REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

COMMUNIQUE

Le Bureau de l'Assemblée Nationale du Mali, suit avec une grande préoccupation l'évolution de la mutinerie qui a éclaté, le mardi 18 août 2020, dans certains camps militaires de Bamako et de Kati.

Ces évènements qui interviennent au moment où la CEDEAO et la Communauté Internationale sont au chevet du Mali, dans le cadre de la résolution de la crise sociopolitique en cours peuvent être de nature à entacher les efforts entrepris.

Tout en réaffirmant son attachement aux principes démocratiques et républicains, le Bureau de l'Assemblée Nationale condamne avec la dernière énergie toutes actions tendant à violer l'ordre constitutionnel.

Le Bureau de l'Assemblée Nationale invite les militaires concernés à regagner leurs bases dans les meilleurs délais et à privilégier le dialogue et la concertation pour une sortie rapide de crise. Il les exhorte au calme et à la retenue.

Bureau de l'Assemblée Nationale exige la libération immédiate de toutes les personnalités arrêtées et appelle les populations à la sérénité.

Bamako, 18 août 2020

Pour le Bureau de l'Assemblée Nationale

Le 1^{er} Vice-président
Hadi NIANGADOU

Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP)**DECLARATION N°007 - CS/M5-RFP SUR LA SITUATION SOCIOPOLITIQUE**

Le Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) se félicite de la démission de M. Ibrahim Boubacar Keïta des fonctions de Président de la République, de la dissolution de l'Assemblée nationale et du gouvernement intervenues le mardi 18 août 2020.

Le M5-RFP prend acte de l'engagement d'ouvrir une transition politique civile contenu dans la déclaration du Comité national pour le Salut du Peuple (CNSP), dont l'intervention a parachevé la lutte du Peuple malien pour obtenir la démission de M. Ibrahim Boubacar Keïta et de son régime.

Le M5-RFP salue l'engagement héroïque du Peuple du Mali de l'intérieur et de la Diaspora, de toutes les forces sociales et politiques ainsi que des Femmes, des Jeunes et de notre Autorité morale l'Imam Mahmoud Dicko qui, en dépit des agressions, tueries et condamnations judiciaires expéditives, ont enclenché ce combat patriotique pour sauver notre Nation de l'emprise du régime sanguinaire, incompetent et corrompu de M. Ibrahim Boubacar Keïta, dont le système de prédation, l'entêtement et le déni de la gravité de la crise menaçaient dangereusement l'existence du Mali en tant qu'Etat, Nation, Démocratie et République laïque.

Le M5-RFP rend hommage aux vingt-trois morts et aux centaines de blessés lors des journées des 10, 11 et 12 juillet 2020, tous victimes de la barbarie répressive et meurtrière du régime IBK, qui a lâchement retourné les armes létales de la Force spéciale antiterroriste (FORSAT) contre les manifestants aux mains nues, dans les rues, domiciles et lieux de culte.

Aussi, le M5-RFP suit les actions et poursuites judiciaires contre les auteurs, commanditaires et complices des tueries et exactions commises contre les manifestants aux mains nues par la FORSAT et autres agents de répression à Sikasso, Kayes et Bamako, œuvre à l'abandon de toutes les actions contre les responsables syndicaux de la police et des transporteurs, et réitère sa demande de libération immédiate de l'Honorable Soumaila Cissé.

Tout en condamnant les actes isolés de violence et de destruction de biens publics et privés auxquels notre Jeunesse s'est d'ailleurs opposée sur le terrain, le M5-RFP demeure profondément attaché à la démocratie comme mode de dévolution et d'exercice du pouvoir, et entreprendra toutes les initiatives pour que notre Pays puisse amorcer une véritable refondation de son système politique et de gouvernance, à travers l'ouverture d'une Transition républicaine et l'élaboration d'une Feuille de route dont le contenu sera convenu avec le CNSP et toutes les Forces vives du pays.

Le M5-RFP appelle la CEDEAO, l'Union Africaine et la Communauté internationale dans son ensemble, à mieux appréhender la situation au Mali en dehors des questions de sanctions et à soutenir le Peuple malien dans sa quête de paix, de réconciliation nationale, de démocratie véritable et de mieux-vivre.

Pour rendre hommage au Peuple malien pour sa lutte héroïque, le M5-RFP tient un grand rassemblement patriotique le vendredi 21 août 2020 sur la Place de l'Indépendance à Bamako.

Le Peuple malien reste plus que jamais mobilisé et déterminé jusqu'au couronnement de sa lutte patriotique pour la restauration d'un Mali démocratique, républicain et laïc, doté d'une gouvernance responsable et vertueuse.

Bamako, le 19 Août 2020

Pour le Comité Stratégique du M5-RFP

Cheick Oumar SISSOKO

Issa Kaou N'DJIM

Choguel K. MAIGA

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Panique à Bamako et Kati : Le régime d'IBK mis aux arrêts par des mutins

Tôt ce matin, les habitants de la garnison de Kati se sont réveillés sous des coups de feu à l'arme lourde venant du magasin d'armements. Selon des témoins sur place, cinq véhicules pick-up, de provenance de Bamako lourdement armé, pénètre dans le camp Soundiata et ouvre le feu, après une riposte, ils ont été rejoints par 10 autres pick-up. Dans la capitale, la situation reste tendue. Les habitants sont toujours dans l'attente d'une déclaration qui viendrait apporter une clarification.

Après des coups de feu entendus tôt hier matin, les habitants de Kati assisté à une journée très agitée. Des informations non confirmées auraient rapportées plusieurs arrestations par les militaires mutins à Bamako, dont le Chef d'état-major de la garde nationale et son DAF, ainsi que le Ministre de l'Économie et des Finances Abdoulaye Daffé, enlevé pendant qu'il était dans son bureau, par un groupe de militaires. Apparemment, le Président de l'Assemblée nationale Moussa TIMBINE est aussi entre leurs mains, « Ce matin, des militaires au bord de quatre pick-up sont venus réclamer le président de l'Assemblée nationale pour une urgence. Quand il est sorti de sa chambre, ils l'ont embarqué de force », a affirmé un témoin. D'autres sources sûres indiquent que l'arrestation de tous les ministres était en cours. L'après-midi IBK et son Premier ministre ont été conduits au camp de Kati, des photos prises peuvent l'attester.

Le Chef d'état-major Général serait aussi arrêté par le Groupement d'intervention de la garde nationale. Les dispositions sécuritaires des autres personnalités sont en alerte, la FORSAT a bloqué tous les issues du camp de Garde de N'Tomikorobougou.

Cette mutinerie intervient alors que depuis trois mois de série de manifestations sont organisées régulièrement à Bamako, dans certaines capitales régionales et dans la diaspora. Les manifestants, sous la direction du Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des forces patriotiques, réclament la démission du président de la République, l'accusant de mauvaise gouvernance.

Le Colonel Sadio Camara, ex-directeur du Prytanée militaire de Kati qui revient d'une formation en Russie et le Colonel DIAW de la

Région militaire de Kati seraient à la tête de la mutinerie.

Au même moment, à la Cité administrative de Bamako, les personnalités ont été évacuées des lieux. Depuis ce matin, la panique s'est emparée dans les villes de Kati et Bamako où des boutiques, commerces, l'administration publique et les banques seront toutes fermées.

Il est à noter qu'à la veille de ces événements

du mardi 18 août 2020, le Président de la République avait limogé son aide de camp, et à ce stade, aucun motif n'a été avancé par rapport à ce limogeage.

Apparemment, sur les réseaux sociaux un ultimatum ferme serait donné à IBK de quitter le pays avant 14 heures, sinon l'assaut final sera lancé sur son domicile de Sébénikoro.

Face à la montée de la tension, l'ambassade de France sur sa page " facebook " a recommandé aux ressortissants français de rester chez eux. Il est à rappeler que c'est une mutinerie partie de la garnison de Kati qui a renversé le président Amadou Toumani Touré en mars 2012.

Finalement, Ibrahim Boubacar Keïta a été arrêté par des militaires en fin de journée, quelques heures après le début d'une mutinerie au camp de Kati.

Son arrestation s'est passée quand il se trouvait dans sa résidence de Sébénikoro, par des militaires mutins, au moment où il était en compagnie avec son Premier ministre, Boubou Cissé, et de son fils, le député Karim Keïta.

■ Aïssétou Cissé



Coup d'Etat au Mali : La CNDH appelle au respect strict des droits à la vie, à l'intégrité physique

Dans un communiqué relatif à la situation sociopolitique du Mali, la Commission Nationale des Droits de l'homme (CNDH) appelle les auteurs du putsch du mardi 18 Août 2020 au « respect strict des droits à la vie, à l'intégrité physique » de toute personne « interpellée et/ou arrêté ».



Dans ledit communiqué signé de son président Aguiou Bouaré, la Commission Nationale des Droits de l'homme (CNDH) dit suivre avec inquiétude et une attention soutenue la dégradation de la situation sociopolitique du pays, suite à une mutinerie ayant abouti à l'arrestation du Président de la République, Ibrahim Boubacar Keita, du Premier ministre Boubou Cissé, ainsi que de certains hauts dignitaires dont des ministres.

« La CNDH est fortement préoccupée par la confusion caractérisée par des scènes de pillages, de destruction des biens privés et publics. Se fondant sur l'acte fondamental, les instruments juridiques régionaux et interna-

tionaux, notamment la déclaration Universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948, les pactes internationaux relatifs aux droits civils et politiques, aux droits économiques, sociaux et culturels tous ratifiés par notre pays, et consacrant les droits fondamentaux de toute personne résidant sur le territoire national », peut-on lire entre les lignes du communiqué.

Par ailleurs, la Commission dit prendre « acte de la démission du Président de la République, du gouvernement et de l'Assemblée Nationale, appelle au respect strict des droits à la vie, à l'intégrité physique, à la propriété, notamment ceux de toute personne interpellée et/ou arrêté ».

Aussi condamne-t-elle les actes de saccage et de pillage des biens publics et/ou privés portant atteinte au droit à la propriété. Lors de leur éphorie à la place de l'indépendance, certains manifestants ont pillé l'hôtel du ministre Kassoum Tapo, et l'ont incendié.

La commission appelle à la retenue et au calme afin de préserver la sécurité, la paix et la cohésion sociale, avant d'inviter « **à la dés-escalade de la violence, au dialogue sincère et à la concertation pour sortir le pays de l'impasse et du chaos** ».

Pour la CNDH, la protection des droits de l'homme est une responsabilité partagée.

■ CYRIL

En crise : le Mali malade d'un climat d'insécurité et de désinformation a un besoin urgent de Renouveau

Tandis que la population toujours plus paupérisée du Mali devient une proie très facile pour les groupes djihadistes, des campagnes de désinformation et de dénigrement systématique contre la France – mais pas seulement – dégradent fortement l'attractivité du pays et rendent urgent un nécessaire Renouveau...

À l'initiative du club PPP Afrique, structure qui regroupe entreprises, acteurs économiques, responsables sociaux et experts panafricains et internationaux, un webinar consacré au Mali a permis à de nombreux responsables de s'exprimer sur la situation du pays. À cette occasion, l'ensemble des intervenants a souligné l'inquiétude grandissante de l'opinion internationale quant à la crise multi-facettes que traverse le pays, homme malade du G5 Sahel.

Aux principales causes connues de cette situation, aux victimes chaque jour hélas plus nombreuses auxquelles les populations locales et les forces militaires nationales et étrangères – dont la France en particulier – payent un lourd tribut, s'ajoute une crise endémique qui a pour noms : mal gouvernance, corruption, faiblesse de l'État, insécurité quotidienne grandissante, enlèvements – dont celui de Soumaïla Cissé, ancien ministre et ancien Président de la commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), considéré comme le leader principal

de l'opposition, enlevé avec onze membres de son équipe lors de la campagne des élections législatives de mars dernier, et toujours aux mains des rebelles.

Le climat d'insécurité dans lequel est plongé le Mali s'explique notamment par la faiblesse du dispositif de défense national, par la dégradation des institutions juridiques et par une crise sociale due à une situation économique stagnante depuis une dizaine d'années.

La France, objet d'un dénigrement vindicatif et de critiques systématiques

Sans perspectives d'avenir et quasiment sans ressources, une partie de la population devient une proie facile pour les fanatiques islamistes et les bandes armées. Ceci provoque aussi un phénomène de dénigrement et de rejet profond, non seulement des structures nationales, mais aussi des amis et alliés du Mali, en particulier de la France, qui fait l'objet d'un discours anti-français et d'une critique systé-

matique de l'aide française dans le domaine militaire. À ce dénigrement vindicatif s'ajoute aujourd'hui un dénigrement entrepreneurial inquiétant, avec mises en cause et attaques systématiques du tissu économique national et des entreprises étrangères encore présentes au Mali.

Après Total qui en a été une des cibles, s'ajoute depuis quelques mois le dénigrement d'Oryx, opérateur international d'énergie pétrolière et gazière d'origine suisse, avec des rumeurs infondées, invalidées à de nombreuses reprises, l'accusant de collusion avec les plus hautes sphères du pouvoir. D'autres groupes économiques sont visés par des campagnes de désinformation et de fausses nouvelles et cette atmosphère n'incite évidemment pas les investisseurs potentiels à venir au Mali.

Pour mettre fin à la situation actuelle et faire en sorte que le pays s'engage sur la voie d'un vrai Renouveau, il faut un vrai changement de la gouvernance. Pour cela, il est impératif que le secteur privé soit partie prenante d'une profonde réforme de l'Etat et de son fonctionnement, que les acteurs économiques en symbiose avec les acteurs politiques issus d'une nouvelle génération gèrent ensemble la crise actuelle et engagent une profonde et nécessaire réforme à même de restaurer l'Etat et ses principales missions.

Aujourd'hui plus que jamais, le Mali a besoin d'un quadruple P : un Partenariat Politique Public Privé».

Une contribution de Mamadou Sinsy Coulibaly, président du Conseil du patronat malien, et de Marc Teyssier d'Orfeuil, président de Com Publics (Paris), Créateur des clubs PPP Medafrique





Mali : L'échec de la CEDEAO

C'est la deuxième fois depuis 2012, quand une junte militaire dirigée par le capitaine Amadou Haya Sanogo avait chassé Amadou Toumani Touré (ATT) du pouvoir, que la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) intervient au Mali. Si en 2012 c'est un coup d'État spontané et brouillon qui avait fait réagir l'organisation sous régionale, en 2020 c'est une crise profonde de gouvernance ayant provoqué la contestation populaire sous la conduite du Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques qui a provoqué l'implication de la CEDEAO. Passant totalement à côté de l'essence même de la crise sociopolitique en cours depuis 2017 et qui s'est structurée en juin 2020, au moins quatre missions de l'organisation sous régionale, dont une composée de cinq Chefs d'État, se sont rendues à Bamako sans toutefois parvenir à rapprocher les points de vue de l'ancien Président IBK et des leaders du M5-RFP. En effet, la CEDEAO a été

accusée par l'opposition malienne de vouloir imposer le régime au pouvoir au détriment des aspirations profondes du Peuple du Mali. Ce mardi, 18 août 2020, l'Armée malienne vient pour la quatrième fois de prendre le pouvoir sans effusion de sang. Une fois de plus, la CEDEAO et la Communauté internationale condamnent le coup de force avec des sanctions à l'appui pour ce qui concerne la première citée. Certes le coup de force est anticonstitutionnel et considéré comme un acte de « haute trahison » par la Constitution malienne de février 1992. Cependant, depuis bientôt trente années c'est la souffrance imposée au Peuple malien par une démocratie dévoyée qui est inconstitutionnelle. La délégation de la CEDEAO attendue incessamment à Bamako devra tenir compte de cette donnée si elle veut contribuer à stabiliser le Mali. Conséquence du coup de force qui est intervenu au Mali dans la journée du 18 août 2020 et qui s'est concrétisé tôt le mercredi 19 par

l'annonce de la démission d'IBK et la prise du pouvoir par le Comité National de Salut du Peuple (CNSP), la CEDEAO vient de suspendre le pays et de fermer toutes les frontières aériennes et terrestres, isolant un pays déjà totalement enclavé. Il s'agit de sanctions que le Mali a déjà encourues en 2012 avant que l'organisation sous régionale n'arrive à imposer une Transition politique et obtenir la démission et l'exil d'ATT. Aujourd'hui, IBK a démissionné, ainsi que tout son Gouvernement, et a dissous l'Assemblée nationale. C'est à peu près le même scénario qu'au Zimbabwe quand l'armée avait contraint feu Robert Mugabé à la démission.

Au plan social, économique, sécuritaire et politique, le Mali est en déliquescence et n'a pas besoin de sanctions qui ne feront qu'aggraver la situation générale du pays. Ce qu'il faut pour le Mali, c'est de tourner définitivement la page IBK et de regarder vers l'avenir. Le Mali est aujourd'hui un pays dévasté où règne une grande insécurité. La décision des autorités françaises de déclarer la presque totalité du territoire national comme « zone rouge » en dit long sur les ravages du terrorisme dans le pays. Excepté le district de Bamako, c'est l'en-



semble des 10 régions opérationnelles du Mali allant du nord au sud du pays qui sont en proie à la folie meurtrière des djihad-terroristes dont les civils sont les victimes innocentes. Tout le monde a encore en mémoire les cités martyres d'Ogossagou, Mondoro, Boulikessi, Koulogon, etc. Mais le quotidien des populations, obligées de fuir leurs terres si elles ne sont pas massacrées, est tout simplement indescriptible car la mort rode partout. C'est donc un pays laissé à l'abandon aux mains de politiciens et d'hommes d'affaires sans scrupules que la CEDEAO sanctionne aujourd'hui. Certes le Mali a signé des conventions au sein de l'organisation sous régionale mais il n'a guère signé l'arrêt de mort de ses populations. Car le Président IBK a assurément trahi le Peuple du Mali qui lui avait fait entièrement confiance en votant pour lui à

plus de 77% en 2013. La mission à lui assignée était de restaurer la Dignité et la Fierté de ce grand Peuple en luttant contre le terrorisme et aussi contre les maux qui rongeaient le pays comme la corruption endémique et la dilapidation des deniers publics. Or IBK n'a su apporter que la désolation en multipliant au centuple tous les problèmes antérieurs. De Alpha Oumar Konaré à ATT, l'expérience démocratique malienne a été un immense désert de déceptions qu'IBK a porté au plus haut point. Aujourd'hui, le Mali a plus que jamais besoin de refondation pour que son Peuple, digne et fier malgré la pauvreté, puisse se remettre à espérer en se mettant au travail. Cela, il le fera avec des hommes et des femmes engagés, compétents, honnêtes et patriotes qui sauront relever les immenses défis qui se posent au pays avec l'engagement de toutes et de tous.

Pour cela les Maliens auront besoin d'institutions fortes car démocratiques mais en adéquation avec nos valeurs socio-culturelles. Il y a soixante ans que le Mali est à la recherche du Président providentiel mais à chaque fois il a été déçu au point de devenir indifférent à la politique. C'est pourquoi le Mali a une occasion inouïe de se relancer dans la construction de sa nation. Le départ d'IBK est l'occasion ultime pour que les Maliens se ressaisissent. Le rôle de la CEDEAO est justement de les accompagner sur cette voie.

Ce serait trahir la lutte du Peuple du Mali que de revenir lui reparler d'IBK car IBK c'est fini. Le fait qu'aucun coup de feu n'ait été tiré et aucune goutte de sang versée pour pousser l'ancien Président à la démission prouve à suffisance que plus grand monde ne tenait à lui. IBK a été une erreur pour le Mali et le Mali veut l'oublier. Le Mali a décidé de reprendre son destin en mains après l'échec de la CEDEAO à lui imposer IBK. Aucun blocus, aucune sanction ne fera reculer le Peuple du Mali. Il nous appartient à nous de déterminer désormais les règles devant régir notre pays. C'est en cela que la communauté internationale devra nous aider pour qu'ensemble nous puissions triompher de l'insécurité qui empêche le développement du Mali et du Sahel. La stabilité du Mali est indispensable à la stabilité sous régionale et ce travail doit être fait avec les Maliens sans imposition aucune. Comme le dit l'adage : « Qui m'aime me suive ».

■ **Diala Thiény Konaté**



Événements du Mali : Début d'un printemps sous-régional ?

Contesté et honni par le peuple malien, le désormais ancien Président du Mali, qui avait cru pouvoir s'en tirer encore une fois avec le soutien de la CEDEAO et de la communauté internationale, et surtout adoubé par la présence des forces françaises et de la MINUSMA, est finalement chassé du pouvoir par des militaires à la rescousse des maliens qui étaient des millions à protester contre son régime depuis des mois ! Un acte de libération du peuple qui constitue plutôt une menace pour certains vieux présidents de la sous-région en quête de 3ème mandat, en butte avec leurs peuples depuis des mois. Est-ce le début d'un printemps ouest-africain ?

Pas de doute que le cas malien risque fort d'inspirer d'autres peuples de la sous-région, notamment les guinéens et les ivoiriens, pour se débarrasser de vieux briscards qui, à l'image du président IBK, entendent prendre leurs pays en otage ! Dans ces deux pays de la sous-région, des mouvements de contestation sont déjà en cours contre Alpha Condé et Alassane

Dramane Ouattara. Des groupes proches de l'opposition avaient appelé la société civile à protester dans tout le pays contre la candidature d'Alassane Dramane Ouattara pour un troisième mandat. Le premier d'une nouvelle république, soutiennent ses partisans.

Mais le gouvernement ivoirien, comme c'était le cas pour le régime IBK, a interdit toute manifestation. Interdiction bravée par le peuple ivoirien, suivie d'incidents qui ont fait quatre morts. Comme au Mali, les jeunes de Yopougon ont tenté de manifester en bloquant des voies ou brûlant des pneus. Mais les forces de l'ordre les ont chaque fois dispersés. « **On voulait marcher, mais les policiers sont venus, nous ont poursuivis avec des grenades lacrymogènes. Ce pouvoir, c'est la dictature** », avait protesté un manifestant.

« **Normalement, le pouvoir est donné au peuple d'exprimer ce qu'il pense. On l'empêche, est-ce que c'est démocratique ?** », s'était interrogé un autre, avant d'enchéirir : « **Le peuple a le droit de reven-**

diquer ses droits. Si les gens ne sont pas pour ton 3e mandat, c'est à toi de leur expliquer en fonction de ce qui est dans la Constitution ».

Comme au Mali, en lieu et place de prêter une attention aux revendications des ivoiriens, les partisans du président Ouattara, se lancent dans du fétichisme, lorsque Kobenan Kouassi Adjoumani, porte-parole du parti au pouvoir, raconte des sornettes « **Nous avons demandé à nos militants de rester calmes. La Côte d'Ivoire est notre enfant. Je sais que des gens sont jaloux quand ils voient toutes les réalisations qui sont faites. Ils veulent les voir s'écrouler. Mais nous n'allons pas donner cette opportunité à des gens qui sont sans foi ni loi** ».

Boulimie du pouvoir, quand tu nous tiens ! En effet, en mars dernier, Alassane Ouattara, qui termine à 78 ans son deuxième mandat, avait déclaré vouloir « laisser la place aux jeunes » lors scrutin présidentiel du 31 octobre prochain. Il avait alors choisi son défunt Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, comme son dauphin à la tête du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP). Mais la mort inattendue de ce dernier à 61 ans d'un infarctus a bouleversé le scé-





nario. Contraint de trouver un nouveau candidat à trois mois du scrutin, le RHDP sert à Alassane de manœuvrer pour finir par se déclarer candidat. Saura-t-il résister à la détermination du peuple ivoirien ? Le temps nous le dira !

Quant à Alpha Condé de la Guinée, lui aussi est au centre de la colère de son peuple. Il est déjà investi candidat de son parti pour un 3ème mandat. « **Ce choix est anticonstitutionnel. Nous disons qu'il est la suite du coup d'Etat civil qui est en cours. Nous pensons que ce choix sera rejeté par les guinéens bientôt (...)** Les gens en ont marre, ils aspirent à un changement dès décembre 2020 en élisant un autre président. Toutes ces conventions et choix seront totalement rejetées par le peuple », avait alors réagi Ibrahima Chérif Bah, vice-président de l'UFDG, principale force de l'opposition.

« **Alpha Condé sait qu'il a le sang des guinéens dans ses mains, il a tué des citoyens guinéens, il est en train de commettre des crimes économiques énormes. La constitution qu'il essaie de piétiner a rendu ses crimes imprescriptibles. (...)** Alpha joue avec les guinéens, il ne faut pas continuer à suivre son jeu. Il revient aux guinéens de se lever au-delà des considérations régionales, ethniques pour dire que ça suffit », s'indigne

un autre opposant.

Saikou Yaya Barry, secrétaire exécutif de l'UFR, formation politique dirigée par Sidya Touré, avertit qu'il est impensable de laisser la Guinée dans les mains d'une personne fatiguée. « **Nous ne sommes pas surpris. Du projet de changement de la constitution jusqu'aujourd'hui, la seule idée de tout ça, c'est comment Alpha doit rester et mourir au pouvoir. Mais nous ne pouvons pas laisser le pays dans les mains d'une personne qui est fatiguée, malade, qui a atteint l'âge d'aller dans une maison de retraite. Pour l'accepter, il faudrait que**

nous soyons lâches ou possédés sinon cela est impensable », prévient-il.

En conclusion, si dans la sous-région Mahamadou Issoufou du Niger et Macky Sall du Sénégal peuvent s'estimer heureux pour ne pas être confrontés à de pareilles situations, il n'y a pas de doute, pour ce qui concerne Alassane Ouattara et Alpha Condé, que leur fin de règne, comme au Mali, risque d'être mouvementée. Aussi pourront-ils s'estimer heureux s'ils ne finissent pas comme leur pote IBK. Mais tous les ingrédients sont là pour qu'il en soit ainsi !

■ Yama DIALLO



L'après IBK : Pour la refondation de l'Etat

Les militaires commanditaires de l'arrestation de Ibrahim Boubacar Keita ont annoncé, mercredi 19 août 2020, de fortes mesures pour poser les jalons d'un pays émergent. Pourront-ils éteindre la soif des Maliens ?

Depuis plus de trois mois, le Mali connaissait une crise multidimensionnelle à laquelle s'est greffée une crise politique. L'arrêt de la Cour constitutionnelle lors des législatives de mars et avril 2020 a été l'élément déclencheur de la crispation du climat social. Tout le pays a été vite embrasé par la grogne sociale à travers des revendications socioprofessionnelles. La crise sociopolitique avait alors atteint son pic. Ce renversement de pouvoir n'a pas surpris les Maliens éclairés. Tous les signes nous indiquaient nettement que l'on s'acheminait inévitablement vers une fin de règne avec le refus catégorique d'IBK de prendre en compte les revendications de la population.

La prise du pouvoir par les militaires est intervenue dans un contexte extrêmement tendu. C'est pourquoi d'ailleurs, pour bénéficier de la confiance du peuple désemparé, ils ont invité toutes les forces vives de la nation à les rejoindre pour une transition conduite par des civils, toute chose qui aboutira à l'organisation des élections crédibles et acceptées de tous. A les en croire, cette transition jettera les bases d'un Mali nouveau. Les Maliens dans leur écrasante majorité aspirent à un Etat providentiel. Pour ce faire, il faut forcément une rupture avec l'ancien système qui a conduit le Mali dans l'abîme. Le Mali était menacé dans son existence au regard de la dégradation de la situation sécuritaire délétère.

La mise en place d'un comité national pour le salut du peuple.

Les militaires ont annoncé, la création d'un Comité national pour le Salut du Peuple. A cet effet, ils ont appelé à une transition politique civile conduisant à des élections dans un « délai raisonnable ».

« Nous, forces patriotiques regroupées au sein du Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP), avons décidé de prendre nos responsabilités devant le peuple et devant l'histoire », a annoncé, sur la télévision publique, le porte-parole des militaires, le colonel-major Ismaël



Wagué, chef d'état-major adjoint de l'armée de l'air, en présence des hauts gradés de l'armée nationale.

En remettant le pouvoir aux civils, les militaires, pour sortir en sauveurs de la nation dans cette situation, sont tenus de faire une enquête de moralité sur ceux qui doivent assurer la conduite des affaires publiques. Car, ce sont des hommes dotés d'une certaine probité morale qui doivent désormais être retenus par les hommes en armes pour conduire cette transition. Justement c'est après cette étape qu'ils peuvent regagner les casernes pour éviter à notre pays de sombrer dans le chaos. La population n'a plus confiance au discours de nombreux politiques maliens. La confiance s'est complètement dissipée entre gouvernants et gouvernés. Pour combler ce fossé, seuls les hommes qui ne trainent pas de casseroles derrière eux pourront rétablir la confiance.

A la différence du coup d'état contre ATT, ce sont des officiers supérieurs qui sont les meneurs de cette mutinerie. En faisant une analyse objective des derniers développements de la situation, il apparaît que c'est après une réflexion approfondie qu'ils ont décidé de prendre leur responsabilité en mettant fin au régime d'IBK. Evidemment, la communauté internationale tentera d'accentuer la pression sur les commanditaires de ce coup d'état. Mais rien ne peut vaincre la volonté d'un peuple déterminé à prendre son destin en main. L'heure de la vérité a sonné.

La refondation d'un état passe nécessairement par la conjugaison des efforts de tous les fils de la nation. Il ne faut pas qu'ils se fassent des illusions en disant qu'IBK est parti et que c'est tout. Au contraire ce temps doit être mis à profit pour faire des propositions concrètes pour renforcer nos institutions en panne depuis quelques années. Il faut que les Maliens assument car tous les regards sont rivés sur notre pays en péril. Et le peuple malien n'a plus droit à l'erreur. Les jours à venir seront déterminants dans la gestion de cette crise.

Des démarches pour avoir une large vision de la crise

De sources bien introduites, des membres du CNSP se seraient rendus, ce mercredi, dans le domicile de l'autorité morale du Mouvement du 5 juin- Rassemblement des Forces Patriotiques, l'imam Mahmoud Dicko, visiblement pour prendre conseil auprès de lui. La rencontre s'est tenue à huis clos. Mais si rien n'a filtra de cette rencontre, cette démarche dénote de la volonté des militaires à conduire une transition pacifique avec la bénédiction de toute la nation. Au même moment les membres du Comité stratégique du M5-RFP également étaient en conclave pour décliner leur position sur la situation. Le M5 vient de gagner la bataille, maintenant il reste la guerre.

■ Ibrahim Sanogo

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA



Société : Bamako la ville des souris

Les petits rongeurs communément appelés "Messi" acteurs de troubles dans les maisons, boutiques et même chez les vendeurs ambulants de nourriture, gagnent de la place.

Ces petits rongeurs, les souris, autrement appelés par les Maliens "Messi" pour sa petite taille, son agilité à éviter les coups de pieds, les cailloux et les pièges à souris qui sont censés les tuer. Tout comme les rats, les souris sont à la recherche de nourritures et d'un endroit chaud pour s'abriter, de préférence à proximité d'un homme. Sans le vouloir, nous leur fournissons tout ce dont elles ont besoin. La souris est un mammifère rongeur de petite taille, avec un museau pointu (portant de grandes moustaches), une longue queue fine et des oreilles rondes et énormes par rapport à sa taille. Elles s'adaptent facilement à tout nouvel environnement, mais comme elles ne supportent pas le froid, elles préfèrent vivre à l'intérieur des habitations. C'est un animal nocturne qui vit en bandes, curieux et difficile à attraper. Elle est la cause de plusieurs petits

dégâts dans les maisons, boutiques et chez quelques vendeurs ambulants de nourriture. A Bamako, la recrudescence des souris constitue un problème de santé publique. Les souris sont porteuses de nombreux parasites et bactéries qui font d'elles un risque permanent dans nos maisons, hôpitaux et même dans nos lieux de travail.

Selon Adama Cissouma, boutiquier à Niamakoro, les souris lui posent beaucoup de soucis et quelques pertes. "Je ne sais même pas par quel côté elles rentrent, souvent je les entends courir à travers mes sacs de riz, mil et sucre. Parfois, elles percent mes sacs de riz ou de mil, cela me fait perdre certaines quantités. Il y a de ces jours, ce sont mes pains qui ne sont pas épargnés par ces bestioles, si j'oublie de bien ranger mes sacs de pains, elles font la fête". Il ajoute aussi qu'il a plusieurs fois essayé de les exterminer, mais hélas sans succès. "A la fin, j'ai même peur d'utiliser certains produits pour ne pas toucher mes aliments". Leurs dégâts ne s'arrêtent pas uniquement dans les boutiques, les foyers aussi ne sont

pas à l'abri de ces petits rongeurs.

Bintou Gakou, femme au foyer à Faladiè, explique que ses habits, ses sacs de riz et même les ustensiles de cuisines qui sont en plastique ne sont pas épargnés par les souris. "J'ai mélangé plusieurs produits d'extermination avec de la nourriture contre les souris, mais je ne sais pas comment elles font pour les éviter ou pour ne pas mourir. A cause d'elles, la plupart de mes habits sont soit trouillés, soit tâchés".

Pour quelques vendeurs ambulants de nourritures, ils souffrent des mêmes problèmes que les boutiquiers. Moctar Guindo, propriétaire de kiosque et vendeur de nourritures à Sogoniko, explique qu'il a été obligé de fabriquer des étagères dans son kiosque pour que ses aliments et ustensiles puissent être à l'abri des souris.

Pour pouvoir venir à bout de l'envahisseur "Messi", il faut un effort collectif. Chacun doit s'investir à son niveau en utilisant des produits d'extermination, en gardant sa maison propre et en faisant bien attention à ses poubelles. L'Etat de son côté peut pulvériser tous les quartiers, créer plusieurs dépôts, entretenir le peu d'égoûts et en créer davantage.

■ Hamady Sow

Recrudescence de l'insécurité en rase campagne : Quand la folie meurtrière des coupeurs de route s'abat sur les usagers !

Il se passe rarement un mois sans que les méfaits de ces bandits de grand chemin soient annoncés sur la place publique. Attaque par ci, attaque par-là ! Ils sèment la terreur sur notre réseau routier national, particulièrement en rase campagne. La psychose qu'ils irradient et inoculent dans le cœur et l'esprit des citoyens est à l'aune des actes exécrables et monstrueux qu'ils n'hésitent pas à commettre contre de paisibles voyageurs qui ne cherchent qu'à vivre heureux, libres et en parfaite sécurité dans leur propre pays. (Photos d'archives)

Pour assouvir leur appétit de gains faciles au détriment de leurs compatriotes en déplacement, ils ont déjà franchi l'ultime étape de la crapulerie en bande. Maintenant, ils tuent ! Et cela, sans hésiter. Des preuves en la matière nous sont données depuis un certain temps,

sur nos routes en rase campagne. Et ces tirs mortels n'épargnent personne : de pauvres voyageurs, d'innocents citoyens aux mains nues et tenez-vous bien, des hommes en uniforme, jusqu'à même des... officiers tel le cas d ! Eh oui, comme on peut le comprendre, personne n'est à l'abri ! Parfois, ces coups mortels sont donnés de sang-froid, s'ils ne partent pas de tirs hasardeux.

Le dernier exemple en date est celui survenu dimanche dernier, au petit matin, à hauteur de l'université de Foulayah, située à 07 km du centre urbain de Kindia, vers Conakry. Ce jour fatidique, la malheureuse victime a été monsieur Mamady Touré, ancien comptable à ENTA et à SOCOTAL, domicilié à Coléah-Domino. Hélas, en disant au revoir aux siens à Siguiri où il était allé passer la fête de la Tabasky, il ne savait pas qu'il effectuait son dernier

voyage et qu'on l'y retournerait à nouveau pour y être inhumé. Non plus, sa famille à Conakry ne savait pas qu'elle ne la reverrait plus jamais après qu'il leur ait dit au revoir et promis un retour parmi eux, aussitôt après la fête.

Tout cela par le fait d'un individu malfaisant, qui, sans hésiter, a pointé son arme et tiré sur un taxi qu'il voulait piller.

Votre site d'informations GuinéeNews.org a déjà relaté cette tragédie, dans sa livraison du dimanche 09 courant. Ce jour donc, en bref rappel, le taxi à bord duquel M. Mamady Touré avait pris place au départ de Siguiri pour se rendre à Conakry, a été rattrapé par un quidam conduisant une moto, juste au moment où il franchissait à allure réduite, un ralentisseur ceinturé d'un gros trou sur la chaussée. Le fameux motocycliste, roulant, tous feux éteints, arrive à la hauteur du conducteur pour lui intimier l'ordre de s'immobiliser. Devant le caractère insolite, impérieux et inconvenant de la demande, le chauffeur flaira aussitôt le danger. Il se dit avoir été probablement filé à partir de l'aire de repos à la contournante de Kindia où il avait marqué une pause pour se remettre de la fatigue du voyage jusqu'aux environs de 04 heures du matin.

Les événements se sont rapidement enchevêtrés, comme dans les autres cas similaires : le chauffeur n'a pas cédé aux injonctions des



braqueurs. Il a continué de rouler. Ceux-ci à leur tour, n'ont pas hésité à tirer sur la voiture, confirmant de fait, l'appréhension du chauffeur. La fusillade a fait un mort et un blessé. Curieusement, le véhicule n'a pas été poursuivi par les assaillants.

Serait-ce parce qu'il faisait bientôt jour (entre quatre et cinq heures du matin) ou parce que, un peu plus loin, il y avait un barrage mixte comprenant divers corps de défense et de sécurité ? La question reste posée. Toujours est-il que ces braqueurs ne sont pas encore identifiés. D'ailleurs, le seront-ils un jour ? Il est permis d'en douter. Tellement, des cas très ressemblants à celui-ci continuent encore de se produire, depuis bien des années, sur nos routes en rase campagne. Sans être jamais élucidés. Un faisceau de situations dont la gravité le dispute amplement à la redondance. Ce qui amène à dire que ce phénomène constitue une réelle menace pour la sécurité des populations et leurs biens.

Origine du mal

Ce phénomène de braquage, que le langage courant désigne sous le vocable "coupeur de route" est apparu chez nous en fin des années 1990. De survenue très sporadique avec violence limite pendant les premières années, il est passé à constant et meurtrier, ces derniers temps. Ses effets, son rayonnement et ses conséquences ont évolué. De pillages de biens et numéraires, on est passé à blessures et morts de voyageurs. Jusqu'à ce jour, on n'arrive pas à l'enrayer, encore mieux à le vaincre définitivement.

Qui sont-ils donc ces braqueurs

Jusqu'ici, personne n'a encore pu répondre à cette question. Il faut dire qu'on est en face d'un mystère des plus profonds. De temps à autre, quelques interpellations spectaculaires très médiatisées et même des cas de mort violente de personnes prises sur les faits, le long du réseau routier ont donné à croire à la décapitation du réseau. Tellement les prises semblaient importantes. Mais, rien de tout cela n'a arrêté le phénomène.

Comme l'hydre de Lerne de la mythologie grecque que le Petit Larousse défini comme étant "ce serpent monstrueux dont chacune des sept têtes repoussait aussitôt qu'elle était

tranchée", le braquage renaît toujours après une période variable "d'hibernation".

Mais l'optimisme est permis de voir ce phénomène de braquage prendre définitivement fin chez nous. La même mythologie grecque nous apprend qu'Hercule triompha de cette hydre terrible en lui tranchant ses sept têtes d'un seul coup.

Marques particulières

A tort ou à raison, on a souvent indexé des corps habillés, jamais identifiés et non plus, jamais interpellés sur les faits. Pour étayer leur argumentaire, les adeptes de cette assertion se basent sur les prouesses "toutes militaires" dont font preuve les braqueurs dans la commission de leurs forfaits. Pour cette frange de l'opinion, il faut totalement exclure l'hypothèse qu'un simple civil soit capable de mener et réussir de tels actes qui requièrent certaines aptitudes particulières. Ils citent en exemple la stratégie et la coordination nécessaires au montage des opérations, surtout quand les tirs-poursuites se font sur moto ou en voiture. Cela ne se voit qu'au cinéma, affirment-ils.

Le modus operandi

Comme toutes les choses en ce bas-monde, les méthodes des braqueurs ont évolué avec le temps. Tout au départ, ils plaçaient en travers de la chaussée, une corde ou des barrières faites de troncs d'arbres et autres matériaux trouvés sur place. Ils évoluaient le plus souvent en bande et à pieds, se contentant de dépouiller leurs victimes pour aussitôt s'enfoncer dans la brousse et disparaître.

Puis, ils ont commencé à utiliser des motos de grosses cylindrées et après, des véhicules sans immatriculation. A présent, ils ont adopté la poursuite des véhicules ciblés sur lesquels ils tirent pour crever les pneus.

Dans un premier temps, lorsqu'ils immobilisaient un véhicule, ils le dépouillaient sur place. Puis, avec l'intensification de la circulation sur certaines routes, ils ont entrepris de les isoler totalement des regards curieux et des risques d'intervention en les conduisant eux-mêmes à travers des pistes éloignées de la grande voie. C'est là où ils déposent les passagers de tous leurs biens de valeur (objets et numéraires). En général, cela se fait quand

ces derniers sont encore dans le véhicule. Parfois, ils les débarquent sans ménagement et les mettent à plat ventre sur le sol.

Comment ciblent-ils leurs victimes

Dans un premier temps, il était dit que les victimes étaient ciblées à partir des gares routières. Des complices relayeurs étaient là pour identifier et signaler toute personne transportant d'importants numéraires ou des bagages d'une certaine valeur. On subodorait aussi la participation des charretiers et autres portefaix à cette opération d'information, en complément du rôle des indics, ci-avant nommés. En somme, tout le monde pouvait ressembler au suspect qui passe l'information. Surtout que certaines opérations d'embarquement de bagages particuliers ou sensibles se font sans aucune discrétion. Ajoutons-y le fait bien connu que certains voyageurs sont assez bavards sinon vantards pour clamer leur richesse ou discuter de leurs projets à tue-tête, devant quelques oreilles intéressées.

D'autres sources ont évoqué le rôle douteux de certains chauffeurs dans la survenue d'attaques trop bizarres pour être le fait du hasard. C'est le cas, lorsque pendant le voyage, le moteur s'éteint subitement et le chauffeur déclare une panne. Pendant qu'il regarde sous le capot, les assaillants surgissent de partout et s'en prennent à tout le monde, sauf à lui qui, par hasard était le seul à communiquer fréquemment avec des inconnus. Des fois, c'est un besoin de se soulager qu'il évoque pour s'éloigner du véhicule, laissant la place libre aux braqueurs.

Aujourd'hui, avec le développement fulgurant des moyens de communication, de n'importe quel coin du territoire, n'importe qui, même le pauvre paysan illettré, peut transmettre une information sur n'importe quel voyageur à bord d'un véhicule en circulation. Dans ce large éventail de contacts et connexions rapides et illimitées que nous offrent les NTI, il faut toujours souhaiter que l'intention de l'émetteur qui passe l'information soit, au départ, la meilleure possible. A y trop penser, nous tombons dans l'étreinte paranoïaque de l'inquisition.

Lieux de prédilection pour les attaques

Nous avons déjà dit que, bien souvent, les malfrats ont décidé de poursuivre leurs victimes, quand les chauffeurs ont refusé de se laisser attaquer et dépecer. Ils tiraient alors sur les pneumatiques pour les immobiliser ou les faire tomber dans le ravin.

A cette stratégie, assez bruyante et risquée, a été substitué le guet-apens. On choisit tout simplement un endroit où le chauffeur est obligé de ralentir et parfois même de freiner et rouler au pas. Ces endroits se retrouvent dans les grands virages, les ponts, les routes fortement dégradées et particulièrement au niveau des ralentisseurs sauvages construits par les populations riveraines du réseau routier en rase campagne.

L'épicentre des braquages

Sans hésiter, nous pouvons dire que l'épicentre de ce phénomène de braquage ou de coupeur de route se situe dans la région de Mamou. C'est de là qu'il mue et s'étale sur toutes les routes menant aux préfectures voisines (Dalaba, Dabola, Faranah et Kindia). Aucune étude n'ayant encore été faite là-dessus, nous pouvons dire, jusqu'à plus ample informé, que les raisons tiennent peut-être à l'intensité du trafic qui s'y déroule, de jour, comme de nuit, en direction des trois régions naturelles du pays (moyenne- Guinée, haute-Guinée et Guinée forestière. Peut-être aussi, par le relief assez accidenté qui caractérise la zone et qui se prête probablement mieux à leurs attaques. Toujours est-il que c'est dans cette région que se produit le grand pourcentage des braquages enregistrés dans le pays. Mais, de plus en plus, on observe un essaimage du phénomène. Le périmètre auparavant vierge de tout risque supposé de braquages, est à présent infesté et infecté. Aussi, entend-on parler d'attaques survenues à Kindia, à Coyah et entre Dubréka et Boffa, etc.

Difficultés pour contrer le phénomène

Il est largement établi que la zone de "chasse" des coupeurs de route se retrouve essentiellement en rase campagne, loin de tout regard indiscret ou de toute possibilité d'intervention rapide et efficace pour contrer les opérations amorcées ou en phase d'exécution.

Une telle réalité est aggravée par l'immense étendue du terrain où se produisent les attaques ; le relatif isolement des localités, qui sont pour la plupart, très éloignées les unes des autres ; le mauvais état des routes ; la faible densité du trafic sur certaines artères et la réticence des populations à s'ouvrir facilement aux agents de sécurité pour donner des renseignements utiles, etc.

A cela s'ajoute le manque total de moyens d'intervention pour la gendarmerie routière, dont c'est la zone de contrôle et d'intervention. Leur première dotation en motos date de 2012, année de lancement effectif des compagnies sécurité routière à la création de la direction nationale de la gendarmerie routière, aujourd'hui devenue commandement. Ces motos de série, strictement conçues pour la sécurité, sont largement amorties. Plus aucune d'entre elles ne fonctionne à ce jour. Elles ont été intensément utilisées, sur l'ensemble du territoire national, pour sillonner en permanence et veiller partout sur la préservation et le renforcement de la sécurité sous toutes ses formes.

Des solutions existent

Beaucoup d'exemples montrent qu'avec la collaboration des populations et le renforcement des moyens à la disposition des agents, il est possible d'enrayer, sinon même de mettre fin à ce phénomène de coupeurs de route. Les premiers fournissent les renseignements et les seconds agissent directement pour contrecarrer les actions criminelles dénoncées. Un malfaiteur n'est aimé de personne, si ce n'est de son complice. C'est le moins qu'on puisse dire.

Sans vouloir le moins du monde, inciter à la diffamation ou aux règlements de compte ou faire revivre des théories du temps de la révolution, il faut admettre que les populations voient tout et entendent tout. Chacun de ces braqueurs vit dans une famille. Il y a toujours un qui le voit ou qui l'entend, dans ses allers-retours quotidiens. Il y a toujours un qui sent un changement "miraculeux", pour ne pas dire douteux, s'opérer chez un pauvre type qui devient subitement riche du jour au lendemain. On le voit qui dispose de beaucoup d'argent et se servir d'objets de grande valeur, d'origine inexplicable.

On a vu des exemples de civisme qui montrent

que les citoyens savent réagir comme il faut, pour le bien public, en appui aux forces de sécurité. Il y a quelques années, à Mamou, pour ne citer que cet exemple, des jeunes taxis-motards ont aidé à arrêter des malfaiteurs qui, après avoir dévalisé une station d'essence à Lola, tentaient d'échapper par tous les moyens aux limiers de la gendarmerie régionale de Nzérékoré qui étaient à leurs trousses. Ils se sont travestis en vendeurs de poulet au marché, avec des vêtements conséquents pour mieux se fondre dans la population. Mais la vigilance et la perspicacité des jeunes ont permis de mettre fin à leur cavale.

Une autre fois, ce sont des dizaines de millions de francs guinéens et de devises étrangères qui ont été restitués aux ayants-droits par la justice de Mamou, suite à une opération victorieuse contre des coupeurs de route entre Timbo et Sokotoro. C'est la compagnie sécurité routière qui avait mené cette opération.

Quelque fois, ce sont de véritables battues qui sont organisées avec la participation des chasseurs et des villageois, pour retrouver des coupeurs de route qui se sont enfuis en brousse après que leurs motos aient été saisies, sur les lieux de leurs opérations ratées. Consigne est alors donnée de signaler toute présence de personne étrangère rodant aux alentours des localités à la recherche d'aliments ou d'abri et interdiction est faite aux taxis-motards de transporter tout inconnu empruntant les routes. Dans ce cas de figure, les malfaiteurs ont toujours été démasqués et arrêtés.

Quelque fois, ce sont des actes de bravoure de chauffeurs qui réussissent à semer ou à désarmer les bandits qui sont signalés. Et même des cas où, c'est une bagarre qui s'engage entre les deux et se termine par la mort du braqueur. Nous n'occultons pas l'intervention héroïque de passagers qui s'interposent, au péril de leur vie, pour tenter de neutraliser le braqueur.

Des solutions existent pourtant

On le dit à juste raison : l'Etat peut tout. Il s'agit de vouloir. Nous ne citerons pour le prouver que le passage du Général Ibrahima Baldé, Haut Commandant de la Gendarmerie Nationale, Directeur de la Justice Militaire à Mamou, en décembre 2016. Cette mission revêtait un aspect à la fois stratégique et dis-

suasif. Nous l'avons déjà écrit. Après que le phénomène de braquage se soit nettement accentué, au point de créer une psychose chez les populations avec toutes les conséquences que pareille situation entraînait sur le pays, l'Etat a décidé de réagir en bombant le torse et montrant ses muscles. "Pour l'intérêt supérieur de notre pays, et pour l'accomplissement correct de notre mission régalienne qui est de servir et défendre la république en toutes circonstances et à tout prix, nous devons rester mobilisés et déterminés à mettre fin à ce phénomène de crime organisé contre les usagers de la route" avait dit le Général Baldé, s'adressant aux corps de défense et de sécurité de la région-carrefour. Il a ensuite souligné un point important qui lui tient à cœur et qui constitue pour lui, le gage de succès dans leur combat : "le soutien des populations qui nous accompagnent dans l'atteinte de cet objectif est manifeste. Ce qui, au demeurant, conclurait-il, doit nous rassurer le plus et nous motiver tout autant, pour une victoire éclatante que nous devons toujours nous engager à remporter contre tout mal, d'où qu'il vienne".

A cette occasion, des dispositions spéciales avaient été prises et leur mise en œuvre n'ayant souffert d'aucune entorse pendant quelques années, les résultats ont été éloquentes et salués par tous. La quiétude et la sécurité avaient prévalu sur toutes les routes de la région et au-delà. Mais, au fil des années, force est de reconnaître que la situation a changé. Un certain relâchement est perceptible. Ce qui explique sans doute que les braqueurs aient repris du service. Et on parle d'eux et de leurs méfaits ici et là et jusqu'à l'orée de la capitale.

Un autre coup de semonce est nécessaire, voire même indispensable pour réveiller les ardeurs ramollies ou somnolentes de nos "surveillants". Aussi, souhaitons-nous que cette fois-ci, cela s'accompagne de l'équipement de la gendarmerie routière en moyens roulants et de communication. Ce qui contribuera, mieux que n'importe quelle autre solution, à mettre fin à ces épisodes de violence aux retentissements très négatifs sur l'image que nous souhaitons donner de notre pays.

Produits chimiques dangereux au Sénégal : Ce que Macky attend de ses ministres



Dans sa parution de ce mercredi, le journal L'Observateur a révélé qu'il y a 3050 tonnes de nitrate d'ammonium stockées au port de Dakar. Un produit chimique dangereux dont l'explosion au Liban a fait 177 morts. Une information qui a fait réagir le chef de l'Etat en conseil des ministres.

« Le Président de la République, sur le climat

social, la gestion et le suivi des affaires intérieures, a demandé au Ministre de l'Intérieur, de mettre en œuvre, en rapport avec le Ministre de l'Environnement, un Plan national de recensement, d'audit et de sécurisation des dépôts de produits chimiques dangereux », révèle le communiqué.



FEMAFOOT : Près de 300 millions pour le foot féminin

Après avoir reparti près de 272 millions de F CFA aux clubs masculins de football de première division et autres acteurs du ballon rond, le président de la

Fédération malienne de football a promis également autant pour le football féminin. Et ce, dans le but que cette discipline ne soit pas la parente pauvre de notre sport roi. "Je suis heu-

reux d'annoncer qu'à la suite du football masculin, dans les semaines à venir, nous ferons un appui financier de 500 000 USD aux acteurs et aux projets du football féminin exclusivement. Notre ambition est que dans un avenir proche, avec l'accompagnement de la Fifa et de la Caf, que le football féminin ne soit plus le parent pauvre du football masculin", a annoncé le président de la Fémafoot.



GUINEE : Perte des passeports des joueurs du Horoya AC

Dans un communiqué, le propriétaire du Horoya a annoncé la perte des passeports de ses joueurs et promis une colossale somme à celui qui les retrouverait. "Le Président Antonio Souaré promet une forte récompense à celui qui déposera les passeports. Le Président Antonio Souaré, propriétaire du Horoya AC de Conakry signale la perte (le dimanche 16 août 2020) d'un sac contenant uniquement les passeports des footballeurs du



club devant disputer les demi-finales de la Coupe de la Caf au Maroc. Le Président Antonio Souaré a promis une forte récompense financière à quiconque retrouverait les passeports des joueurs. Celui qui retrouvera

peut appeler au 622 42 01 89 / 657 79 77 28 où se rendre au siège du Horoya AC à Matam et il recevra immédiatement sa récompense. Le Président Antonio Souaré compte sur tout le monde", indique ledit communiqué.

EUROPA LEAGUE : Séville en finale de l'Europa League pour la sixième fois

Le FC Séville s'est invité ce jeudi en finale de la Ligue Europa en prenant le dessus sur Manchester United (2-1).



En 48 heures, la ville de Manchester a vu ses deux clubs se faire sortir des coupes européennes et abandonner leurs espoirs de consécration en ce mois d'août. Après City, c'est United qui a été défait. L'équipe d'Ole Gunnar Solskjaer s'est inclinée face à une très belle formation de Séville (1-2). Pourtant, ce

sont bien les Anglais qui avaient été les premiers à scorer dans ce match. Et ce sont eux qui ont l'ascendant sur les débats durant la majeure partie des 90 minutes. Suite à une faute de l'ancien nantais Diego Carlos dans la surface, l'arbitre a accordé un pénalty aux Red Devils dès la 8e minute. Bruno

Fernandes s'est donné à cœur joie pour le transformer et signer son 20e geste décisif avec l'équipe. D'habitude, quand le Portugais marque, MU l'emporte. Cette fois, ça n'a pas été le cas. Pas assez réalistes aux avant-postes, Pogba et ses coéquipiers se sont laissé renverser par une très accrocheuse équipe andalouse.

C'est Suso qui a relancé l'équipe de Lopetegui. À la 28e minute, il a fait la différence en cueillant du gauche un centre parfait Sergio Reguion. Une égalisation qui a redonné de la confiance aux Espagnols. Martial (33e) et de Mason Greenwood (46e) ont ensuite gâché de belles munitions avant la pause, et au retour des vestiaires l'ancien Monégasque a encore loupé le coche à deux reprises. Un manque d'efficacité flagrant et qui se paye cash à ce niveau.

Après avoir plié sans rompre, Séville est parvenue à assurer la victoire. À la 78e minute, une superbe collective lui a offert la qualification tant convoitée. Luuk De Jong s'est retrouvé à sa conclusion, avec une reprise parfaite suite à un centre non moins clinique de Jesus Navas. Ça faisait 2-1 et United ne s'en est pas remis. Les Anglais n'avaient ni les forces, ni le mental pour se rebiffer.

Tandis que les Mancuniens pleuraient, les Sévillans eux jubilaient au coup de sifflet final. Logique, quand on assure une 6e finale de Europa League en l'espace de quinze ans. Jusque-là, l'équipe andalouse a toujours soulevé la Coupe. En sera-t-il de même la semaine prochaine ?





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous donnerez du souffle et de l'élan à des démarches audacieuses qui s'avèreront payantes. Jupiter n'aura pas froid aux yeux et vous donnera le courage d'affirmer vos ambitions professionnelles. Ne rougissez pas de vouloir décrocher un meilleur poste.

La chance vous sourira notamment en matière d'argent, mais cela n'aura rien à voir avec le hasard, car vous la provoquerez. Vous ne gaspillerez certainement pas vos euros dans des gains improbables dans des jeux. Vous aurez des idées plus réalistes.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous vous attélerez à vos occupations avec une attitude constructive et résolue. Vous souhaiterez aller de l'avant et vous entraînerez les autres dans votre sillon. Vos activités seront porteuses et vos collègues reconnaîtront vos qualités.

Vos soucis seront à mettre sur le compte de questions plus relationnelles que matérielles. Si vous ne gagnez pas d'argent, ce sera parce que l'on refusera de vous en donner. Vous considèrerez ce refus comme une injustice, dont vous demanderez réparation.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous pouvez travailler avec une collaboratrice qui vous apporte du réconfort moral. Elle peut vous encourager à continuer vos tâches. C'est grâce à des rencontres dans votre service que vous allez de l'avant. Écoutez vos ambitions professionnelles.

Les finances sont au beau fixe tant que vous ne craquez pas sur des gadgets. Il est utile de revoir votre relation à l'argent. Elle peut être basée sur de mauvaises habitudes. La journée favorise la prise de bonnes résolutions pour stabiliser le budget.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les dissonances en provenance de la planète rouge pourront vous exposer à des trahisons ou à des formes de chantage plus ou moins déguisées. Neptune ne sera pas en reste. Ces contrariétés pourront vous faire subir une méchante douche écossaise.

Rien ne sera facile ! L'influence perturbatrice de Neptune accentuera le climat de méfiance que vous éprouverez vis-à-vis de votre banque. Certains frais bancaires vous sembleront anormalement élevés. Vos demandes de renseignements resteront sans réponse.



Lion (22 juillet - 23 août)

Côté motivation, vous serez au top, de quoi vous donner à fond et de mettre les bouchées doubles dans votre travail. En revanche, si vous devez obéir à des ordres, ce sera plus compliqué. Le ton montera et vous risquerez des conflits avec un supérieur.

Vous aurez de bonnes raisons d'être optimiste, car l'argent ne devrait plus être un trop gros problème en ce moment. Si vous attendez une somme, le versement d'indemnités ou des facilités de paiement, tout devrait se décanter dans le bon sens du terme.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous saurez vous imposer auprès de vos collègues ou supérieurs avec une plus grande autorité, mais sans aucune agressivité. Ces échanges vous permettront de dissiper certains doutes et de vous remettre au travail de façon nettement plus efficace.

Financièrement, cela ne sera pas une période de vaches maigres, mais vous ouvrirez votre porte-feuille à bon escient. Vous justifierez vos dépenses par l'entretien de la maison, les divertissements des enfants et une petite part à la fantaisie.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous appréciez les collègues avec qui vous travaillez. Ils vous le rendent bien et l'ambiance dans le service est chaleureuse. Parler dans une réunion et donner des idées pourraient être une expérience nouvelle. Attendez-vous à des opportunités agréables.

Les dépenses restent très importantes. Elles apportent des satisfactions sur le moment, mais attention aux regrets. Les frais sont déclenchés par des sorties ou la visite de proches. Les amis occasionnent aussi ces frais. Restez modéré avec les achats.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Si vous êtes directeur de société ou chef d'entreprise, outre l'aspect valorisant de votre statut professionnel, vous aurez une raison supplémentaire de vous accrocher à votre poste : le transmettre à votre enfant ! Vous pensez vraiment à tout...

Contrairement à certains volatiles, vous ne vous laisserez pas plumer aujourd'hui, bien entendu sur un plan strictement financier ! Quelles en sont les raisons ? Elles sont simples : une part de chance, une part de jugeote et un dernier tiers de sagesse...



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Mars vous mettra sous pression. Vos rapports seront tendus avec votre direction et les raisons de vous énerver seront nombreuses. Évitez les réactions à chaud et faites appel à vos alliés du moment, le Soleil et Mercure pour trouver des solutions.

Avec Jupiter dissonant à Neptune, soyez prudent. Car si la chance se manifeste, elle pourrait aussi très vite tourner et pas dans le bon sens, vous mettant ainsi face à des réalités difficiles. Les non-paiements vous vaudront des frais supplémentaires.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Le transit de Mercure dans votre maison X aura pour effet de relancer, de dynamiser votre carrière. Vous serez totalement impliqué dans votre activité. Vous évoluerez dans une période décisive qui vous confrontera à une nouvelle méthode de travail.

Jupiter dans votre secteur d'ombre vous apportera des contrariétés du côté argent. Vous devrez renoncer à un avantage financier, matériel. Vous pourriez vous retrouver dans de réelles difficultés avant de conclure un arrangement qui vous conviendra.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Un nouveau contrat pourrait arriver par un concours de circonstances. Il est important de vous faire confiance, car le poste proposé peut demander des responsabilités. Osez saisir l'opportunité. Un appui d'un supérieur hiérarchique peut vous aider.

Continuez à contrôler le budget. Il s'envole dans différentes dépenses. Les économies sont difficiles. Essayez de dépenser modérément. Pour garder l'équilibre financier, de bonnes astuces sont trouvées. Grâce à votre créativité, vous pouvez bricoler.



Poisson (19 février - 21 mars)

Dans votre métier, vous serez très professionnel. Ce ne sera pas le cas de tout le monde... Au final, malgré votre attitude exemplaire, vous ne gagnerez pas plus d'argent que vos collègues. Vos supérieurs ne s'en rendront même pas compte. Décevant !

Vos dépenses superflues ? Aujourd'hui, les dissonances de Saturne vous feront croire qu'elles sont indispensables. Ce sera un leurre... Ami Poissons, vous pourrez même ironiser à propos de toutes ces fourmis soucieuses d'économiser leur argent.

**Promo
Modem 4G**



Proche de vous

29 000 FCFA

au lieu de ~~39 900F~~

- 25%

**JUSQU'À 10 APPAREILS
CONNECTÉS EN SIMULTANÉ**



4G



Malitel

Proche de vous

**5 Go
offerts**



SPiRiT

Jusqu'au 30 juin 2020

Profitez du meilleur de l'Internet mobile pour vos **smartphones, tablettes et ordinateurs** avec une vitesse de connexion allant jusqu'à **150 Mbit/s**.

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700 

www.malitel.ml 

www.facebook.com/malitel.official 